

SANS REPRÉSENTATION, NULLE PAIX

L'appel africain à une réforme du Conseil de Sécurité

Résumé



OXFAM

Oxfam International Février 2026

Ce rapport a été rédigé par Elise Nalbandian. Oxfam remercie Brenda Mofya, Lusungu Kacheche, Rosalie Ataya et Virginia Mura pour leur contribution à l'élaboration de ce document. Ce document fait partie d'une série de textes visant à informer et à contribuer au débat public sur les questions relatives aux politiques des secteurs du développement et de l'humanitaire.

Pour toute information complémentaire concernant la thématique de ce document, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une autorisation des auteur-es est requise et des frais d'utilisation peuvent s'appliquer.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur <https://policy-practice.oxfam.org/fr/droits-dauteur-et-autorisations/>.

Les informations contenues dans ce document sont exactes à la date de publication.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous le DOI : 10.21201/2026.000121
Oxfam GB, Oxfam House, 2600 John Smith Drive, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Photo de couverture : Réfugié-es fuyant le conflit au Soudan, Saud Yosif Idris Mahmou, 40 ans, et ses enfants Asia* et Hassan* dans leur abri au centre de transit de Renk. Photo : Peter Caton/Oxfam

Résumé

Le problème central

La structure actuelle du Conseil de sécurité des Nations Unies est fondamentalement inégalitaire et inefficace. Alors qu'il s'agit de la région la plus souvent à l'ordre du jour du Conseil et la plus touchée par les conflits armés dans le monde, les pays africains n'y disposent d'aucun siège permanent. Une telle exclusion de processus décisionnels si importants sape la légitimité et l'efficacité de l'architecture supposée assurer la paix et la sécurité internationales. Cela a des conséquences humanitaires dévastatrices, comme en témoigne la situation en République démocratique du Congo (RDC) et dans le Sahara occidental.

Une position africaine concertée : processus et proposition

L'Afrique s'exprime d'une seule voix concernant la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies, s'appuyant pour ce faire sur un processus diplomatique délibéré et de longue date. Le Consensus d'Ezulwini (2005) et la Déclaration de Syrte sont fondateurs à cet égard et expriment la position commune du continent. Celle-ci est activement défendue par le Comité des dix (C10) de l'Union africaine (UA), un organe de haut niveau composé de chefs d'État chargé de représenter les intérêts de l'Afrique dans les négociations sur la réforme des Nations Unies.

Après que les Nations Unies ont appelé à des modèles détaillés, le C10 a présenté le modèle des États membres de l'Union africaine pour la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies en 2025. Cette proposition officielle exhaustive n'est pas une simple liste d'aspirations, mais un programme de négociations concret. Ses principales revendications sont les suivantes :

- Membres: un Conseil de sécurité des Nations Unies étendu avec au moins deux sièges permanents pour l'Afrique, choisis par l'Union africaine elle-même, auxquels s'ajoutent cinq sièges non permanents.
- Droit de veto: position de principe selon laquelle le droit de veto devrait être aboli. Toutefois, tant qu'il existera, les membres permanents africains doivent en disposer au même titre que ceux qui le détiennent actuellement, au nom de la « justice commune ».
- Réforme systémique : le modèle préconise également des méthodes de travail plus transparentes, une coopération renforcée entre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi qu'une collaboration officialisée avec les organismes régionaux tels que l'UA, conformément au chapitre VIII de la Charte des Nations Unies.

Un ordre du jour qui converge vers le changement

Cette note d'information aligne le plaidoyer d'Oxfam, fondé sur des données probantes, avec la position officielle de l'Afrique. L'une comme l'autre identifient les mêmes problèmes profonds : le déséquilibre structurel, l'effet paralysant du veto et la déconnexion des mandats de maintien de la paix par rapport aux réalités locales. Le modèle de l'UA fournit un cadre politique concret permettant de remédier en grande partie à ces manquements, et il doit être soutenu.

Appel à l'action : saisir l'instant lors du Sommet de l'Union africaine

Alors que l'Union africaine se prépare pour son Sommet 2026, la communauté internationale doit s'impliquer résolument pour la proposition officielle de l'Afrique. Un système plus juste exige ce qui suit :

1. Garantir à l'Afrique une voix permanente au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies, comme décrit dans le modèle de l'UA.
2. Abolir le droit de veto afin d'éviter le blocage d'actions susceptibles de sauver des vies.
3. Réorienter les ressources des dépenses militaires vers la consolidation de la paix.
4. Officialiser des mécanismes de codécision UA-Nations Unies sur les questions touchant à la paix et à la sécurité sur le continent africain.
5. Mettre les femmes et les acteurs locaux au cœur des processus de paix.
6. Faire respecter le droit humanitaire international sans exception.

Ce programme doit servir de feuille de route pour transformer un système qui a trop souvent failli à sa mission de protection des personnes. Il est essentiel de soutenir l'appel commun et structuré de l'Union africaine à réformer le Conseil de sécurité pour que celui-ci soit légitime, efficace et apte à maintenir la paix dans le monde.

À propos d'Oxfam

Oxfam est un mouvement citoyen mondial, réunissant des personnes déterminées à combattre les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices. Nous travaillons dans plus de 70 pays de différentes régions avec un réseau de milliers de partenaires et d'alliés, pour aider les communautés au quotidien, renforcer leur résilience et protéger les vies et les moyens de subsistance en temps de crise. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou consulter www.oxfam.org.

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam Colombie (www.oxfamcolombia.org)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam Danemark (www.oxfam.dk)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)

Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)

Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)

Oxfam KEDV (www.kedv.org.tr)

Oxfam Pilipinas (www.oxfam.org.ph)



OXFAM